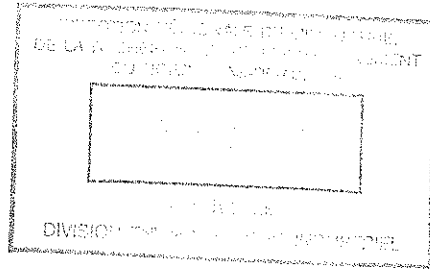
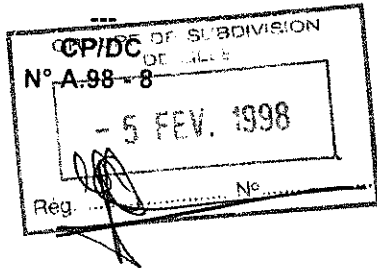


PREFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE

3ème Bureau

ENVIRONNEMENT



ARRETE préfectoral autorisant la S.N.C.F. à poursuivre et étendre l'exploitation des activités exercées sur le site de l'Etablissement Industriel de Maintenance du Matériel à HELLEMES.

**LE PREFET DE LA REGION NORD-PAS-de-CALAIS,
PREFET DU NORD,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,**

VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et son décret d'application n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU la loi sur l'eau n° 92.3 du 3 janvier 1992 et ses décrets d'application n° 93.742 et n° 93.743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU la demande présentée par la S.N.C.F. - siège social : 88, rue Saint Lazare - 75009 PARIS - en vue d'être autorisée à poursuivre et étendre l'exploitation des activités exercées sur le site de l'Etablissement Industriel de Maintenance du Matériel 57, rue Ferdinand Mathias à HELLEMES (59260) ;

VU le dossier réglementaire produit à l'appui de cette requête ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 novembre 1996 ordonnant une enquête publique sur cette demande du 3 décembre 1996 au 3 janvier 1997 inclus ;

VU le procès-verbal de l'enquête publique et l'avis du commissaire-enquêteur ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement ;

VU l'avis de Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Régional de la Navigation du Nord-Pas-de-Calais ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU l'avis de Monsieur l'Inspecteur du Travail des Transports ;

VU les délibérations des conseils municipaux de LESQUIN et VILLENEUVE D'ASCQ ;

VU l'avis du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions du Travail en date du 17 janvier 1997 ;

VU l'avis et les conclusions de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa réunion du 17 décembre 1997 ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord,

ARRETE :

TITRE I - CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1. - OBJET

1.1. - Activités autorisées

L'Etablissement Industriel de Maintenance du Matériel de la S.N.C.F., dont le siège social est situé 88, rue St Lazare à PARIS, est autorisé sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune d'HELLEMMES, 57 rue Ferdinand Mathias, les installations suivantes :

<i>Libellé en clair de l'installation</i>	<i>Caractéristiques de l'installation</i>	<i>Rubrique de classement</i>	<i>AS - A - D ou NC</i>
travail mécanique des métaux et alliages	puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation : 510,3 kW	2560	A
décapage ou nettoyage des métaux par traitement thermique	installation de thermo décapage	2566	A
installations de combustion alimentées au gaz	puissance totale 37,166 MW	2910.A.1	A
ateliers de réparation, entretien de véhicules et d'engins à moteur	surface des bâtiments concernés \simeq 28 000 m ²	2930.1	A
cabines de peinture au pistolet (procédé par pulvérisation)	quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée : 262 kg/j	2940.2.	A

<i>Libellé en clair de l'installation</i>	<i>Caractéristiques de l'installation</i>	<i>Rubrique de classement</i>	<i>AS - A - D ou NC</i>
regroupement de condensateurs et capacités contenant du PCB venant des différents sites S.N.C.F. et en attente de destruction		167.A/1180	A
dépôts de liquides inflammables	capacité totale équivalente de 42,31 m ³	253/1430	D
containers de halon	volume de 5 580 l (destockage à raison d'un container par an)	1185.2.a	D
centrale d'acétylène et stockage de bouteilles d'acétylène	0,59 t	1418.3.	D
trempe, recuit, revenu de métaux et alliages	2 fours électriques	2561	D
emploi de matières abrasives telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc, sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage	puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation : 68,6 kW	2575	D
stockage de mousse et housses du chantier OPCE	stockage maximal : 30 m ³	2662.2°	D
centrale air comprimé	puissance totale des compresseurs : 449 kW	2920.2.b	D
ateliers de charges d'accumulateurs	puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération : 78 kW	2925	D
cabines d'application de poudre à base de résines organiques	quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée : 54 kg/jour	2940.3.	D
utilisation de BUTANOX M 50 (catalyseur) au chantier polyester composition : peroxyde de méthyle cétone en solution dans le phtalate de diméthyle n° ONU 2550 teneur en oxygène actif : 9 % classement : catégorie de risque : 3 stabilité thermique : S3	quantité présente - en cours : 5 kg - stock : 25 kg soit 30 kg	1212.5	NC

<i>Libellé en clair de l'installation</i>	<i>Caractéristiques de l'installation</i>	<i>Rubrique de classement</i>	<i>AS - A - D ou NC</i>
emploi et stockage d'oxygène	bouteilles d'oxygène et cuve d'oxygène liquide de 4 550 l soit 0,7 t	1220	NC
bouteilles de propane	stockage maximal : 0,7 t	1411	NC
poste de distribution de gazole	1 pompe de débit de 0,9 m³/h	1434	NC
stockage de pièces mécaniques diverses avec palettes et emballages cartons	bâtiments indépendants stockant moins de 500 t de matériaux combustibles	1510	NC
menuiserie	puissance installée de l'ensemble des machines : 35 kW	2410	NC
stock de bois de la menuiserie	volume stocké : 160 m³	1530	NC
réparation de pièces en polyester par application de résine sur structure en toile de verre	production maximale : 50 kg/jour	2660	NC
emploi de résines synthétiques par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud)	chantier TMST consommation maximale : 32 kg de résine par jour	2661.1°	NC
finition des pièces par ponçage, meulage, tronçonnage	chantier polyester quantité traitée par jour < 2 t	2661.2°	NC
stockage de pièces polyester en attente de réparation ou réparées	stockage maximal < 100 m³	2662.1°	NC

Les numéros de bâtiments visés dans l'arrêté sont repris sur le plan en annexe

1. Le présent arrêté tient également lieu d'autorisation pour le forage visé à l'article 3.

1.2 - Installations soumises à déclaration

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées, soumises à déclaration, citées à l'article 1.1.

ARTICLE 2. - CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

2.1. - Plans

Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, l'établissement est situé et exploité conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation :

- dossier VEA 1494 - révision 2 du 23 août 1996 établi par le Bureau VERITAS ;
- plan de masse au 1/1 000e joint au dossier.

2.2. - Intégration dans le paysage

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site et tient régulièrement à jour un schéma d'aménagement. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment les émissaires de rejet et leurs périphéries font l'objet d'un soin particulier.

2.3. - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'Inspecteur des Installations Classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

2.4. - Contrôles inopinés

L'Inspecteur des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

**TITRE II - PREVENTION DE LA
POLLUTION DE L'EAU**

ARTICLE 3. - PRELEVEMENTS D'EAU

3.1. - Origine de l'approvisionnement en eau

L'eau utilisée dans l'établissement provient :

- du réseau public au travers de deux branchements situés rue Bobilot et rue Ferdinand Mathias ;
- d'un forage exploitant la nappe de la craie.

La consommation d'eau est limitée à

	m ³ /h	m ³ /j	m ³ /an
réseau	/	/	20 000
forage	50	280	62 500

L'eau pompée au forage est stockée avant usage dans les deux châteaux d'eau du site.

3.2. - Conception et exploitation des installations d'approvisionnement en eau

3.2.1. - Forages

a) documents

L'industriel tient à disposition de l'Inspection des Installations Classées un dossier comprenant les documents suivants :

- * la cote Nivellement Général de la France (N.G.F.) de l'orifice ;
 - * les niveaux statiques des différentes nappes rencontrées éventuellement au cours du creusement ;
- une coupe technique du forage sur laquelle figurent :
- * les caractéristiques du tubage ;
 - * la position et la nature des bouchons annulaires isolant les eaux superficielles et éventuellement les niveaux aquifères différents ;
 - * la position des crépines de pompes.

b) équipements

Le forage est équipé de telle sorte que la mesure des niveaux statique et dynamique de la nappe puisse y être faite.

Le tubage et la crépine du puits sont conçus en matériaux conformes aux règles sanitaires. Les têtes de forage présentent un avant-puits maçonné étanche profond de 1,50 m et surélevé de 0,20 m par rapport au terrain naturel. Les tubages dépassent de 0,30 m pour éviter l'infiltration d'eau stagnante ou de suintement.

Des aires bétonnées avec pentes centripètes d'un mètre de rayon sont réalisées autour des forages.

c) protection de la nappe

L'industriel doit veiller au bon entretien du forage et de ses abords, de façon à rendre impossible toute intercommunication entre niveaux aquifères différents ainsi que toute pollution des eaux souterraines.

Les eaux de ruissellement doivent être canalisées pour ne pas contaminer le captage.

Les eaux contaminées générées par la lutte contre les incendies ne doivent pas pouvoir rejoindre les forages.

Des mesures complémentaires pourront être prescrites à toutes époques, en tant que de besoin, afin d'assurer la conservation des nappes.

d) relevés et contrôles

Le forage doit être muni d'un dispositif de mesure totalisateur installé sur le conduit de refoulement en amont de tout piquage et plombé par les soins de l'Agence de l'Eau Artois Picardie.

Le relevé des volumes prélevés doit être effectué journalièrement. Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Le bilan de l'autosurveillance des rejets d'eau adressé trimestriellement à l'Inspection des Installations Classées est complété de la valeur de la consommation en eau en distinguant les différents modes d'approvisionnement.

e) cessation d'utilisation d'un forage en nappe

La mise hors service du forage doit être portée à la connaissance de l'Inspection des Installations Classées.

L'exploitant prendra toutes les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'empêcher la pollution des nappes d'eau souterraines. Ces mesures devront être définies en liaison avec un hydrogéologue extérieur et soumises à l'approbation de l'Inspection des Installations Classées.

3.2.2. - Approvisionnement à partir du réseau public

a) Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

b) Protection des réseaux d'eau potable

La conception des installations devra respecter les prescriptions du décret n° 95.363 du 5 avril 1995 (en particulier, section V "dispositions concernant les règles d'hygiène applicables aux installations de distribution d'eau destinées à la consommation humaine").

A ce titre, un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes doivent être installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines.

ARTICLE 4. - PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

4.1. - Canalisations de transport de fluides

4.1.1. - Les canalisations de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles contiennent.

4.1.2. - Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes.

4.1.3. - Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

4.1.4. - Elles doivent être repérées conformément aux règles en vigueur.

4.2. - Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

4.3. - Réservoirs

4.3.1. - Les réservoirs de produits polluants ou dangereux non soumis à la réglementation des appareils à pression de vapeur ou de gaz, ni à celles relatives au stockage des liquides inflammables doivent satisfaire aux dispositions suivantes :

- si leur pression de service est inférieure à 0,3 bar, ils doivent subir un essai d'étanchéité à l'eau par création d'une surpression égale à 5 cm d'eau,
- si leur pression de service est supérieure à 0,3 bar, les réservoirs doivent :
 - . porter l'indication de la pression maximale autorisée en service,
 - . être munis d'un manomètre et d'une soupape ou organe de décharge taré à une pression égale à au plus 1,5 fois la pression en service.

4.3.2. - Les essais prévus ci-dessus doivent être renouvelés après toute réparation notable ou dans le cas où le réservoir considéré serait resté vide pendant 24 mois consécutifs.

4.3.3. - Ces réservoirs doivent être équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi les débordements en cours de remplissage.

4.3.4. - Les réservoirs contenant des produits incompatibles susceptibles de provoquer des réactions violentes ou de donner naissance à des produits toxiques lorsqu'ils sont mis en contact, doivent être implantés et exploités de manière telle qu'il ne soit aucunement possible de mélanger ces produits.

4.4. - Cuvettes de rétention

4.4.1. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

4.4.2. - Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 600 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 litres).

4.4.3. - Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

4.4.4. - L'étanchéité du (ou des) réservoir associé(s) à une cuvette de rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

4.4.5. - Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

4.4.6. - Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes ainsi que les aires d'exploitation doivent être étanches.

4.4.7. - Le stockage et la manipulation de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement.

ARTICLE 5. - COLLECTE DES EFFLUENTS - Réseaux de collecte

5.1. - Tous les effluents aqueux doivent être canalisés.

5.2. - Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées (et les autres eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées pour le 31 décembre 1999 au plus tard.

5.3. - En complément des dispositions prévues à l'article 4.1. du présent arrêté, les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre l'isolement par rapport à l'extérieur des réseaux d'eaux pluviales et industrielles.

5.4. - Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

5.5. - Les eaux pluviales sont collectées à l'intérieur de l'usine par un (ou des) réseau(x) spécifique(s) qui rejoignent un (ou des) bassin(s) limiteur(s) de débit. Le réseau pluvial peut faire office de bassin limiteur si ses dimensions le permettent. Les limiteurs de débit sont installés pour le 31 décembre 1999.

ARTICLE 6. - TRAITEMENT DES EFFLUENTS

6.1. - Obligation de traitement

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

6.2. - Conception des installations de traitement

Les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

6.3. - Entretien et suivi des installations de traitement

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement.

Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

6.4. - Dysfonctionnements des installations de traitement

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement sont susceptibles de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

ARTICLE 7. - REJETS

7.1. - Identification des effluents

Les différents catégories d'effluents sont :

- les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées ;
- les eaux de refroidissement ;
- les eaux usées : les eaux de procédé, les eaux de lavage des sols, les purges des chaudières..., les eaux pluviales polluées, les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ;
- les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine ;
- les eaux résiduaires : les eaux issues des installations de traitement.

7.2. - Dilution des effluents

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

7.3. - Rejet en nappe

Le rejet direct ou indirect d'effluents même traités dans les nappes d'eaux souterraines est interdit.

7.4. - Caractéristiques générales des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;

- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus :

- ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction,
- ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

7.5. - Localisation des points de rejet

L'établissement possède deux réseaux, dont les rejets s'effectuent dans le réseau unitaire de la Communauté Urbaine de LILLE suivant le plan en annexe 2 du présent arrêté.

Les effluents rejoignent la station d'épuration urbaine de MARQUETTE.

a) réseau eaux vannes

Il comporte deux postes de relevage.

Le rejet s'effectue en un seul point à l'est du site, au niveau de la limite entre la rue Salengro et l'allée de Verdun.

b) réseau eaux pluviales et eaux usées industrielles

Il comporte trois points de rejets :

* point n° 1 :

Le rejet s'effectue à l'extrême ouest du site, rue Victor Hugo. Ce point recueille l'ensemble des autres eaux pluviales et industrielles du site (dont la Mabor 1).

* point n° 2 :

Le rejet s'effectue rue Vanderstraeten. Ce point collecte les effluents provenant des bâtiments 6, 4, 5 (et stockage liquide en plein air), ainsi que la Mabor 2.

* point n° 3 :

Il recueille les effluents provenant uniquement du bâtiment essieux (n° 3). Cette conduite se jette ensuite dans l'aqueduc de la Communauté Urbaine de LILLE, allée de Verdun.

Les eaux usées ou résiduelles d'origine industrielle sont rejetées au réseau de la Communauté Urbaine de LILLE suivant le tableau en annexe 2 du présent arrêté.

Dans un délai de six mois après remplacement des machines à laver MABOR 1 (lavage des bogies) et MABOR 2 (lavage des essieux) et de la machine à laver les roulements, l'industriel adressera à l'Inspecteur des Installations Classées un bilan réactualisé des rejets d'eaux de l'établissement réalisé sur le modèle de l'étude jointe en annexe V du dossier de demande d'autorisation visé à l'article 2.1. supra et mettant à jour les documents de l'annexe 2 du présent arrêté (notamment réseaux d'eaux pluviales devant être séparés des autres réseaux pour le 31 décembre 1999 - article 5.2.).

ARTICLE 8. - VALEURS LIMITES DE REJETS

8.0. - Eaux pluviales

PARAMETRES	CONCENTRATION MAXI INSTANTANEE en mg/l
MeS	35
DCO	125
DBO ₅	30
N global	10
P total	2
HC totaux	10
Graisses	10

8.1. - Eaux de refroidissement

Les eaux de refroidissement doivent être intégralement recyclées.

8.2. - Eaux domestiques

Les eaux domestiques doivent être traitées et évacuées conformément aux instructions en vigueur concernant l'assainissement individuel.

8.3. - Eaux usées - eaux résiduaires

8.3.1. - Débit maximum par temps sec

	INSTANTANEE (en m ³ /h)	JOURNALIER (en m ³ /jour)
REJET 1	20	80
REJET 2	0,5	2
REJET 3	rejet par bâchées (20 à 30 m ³ tous les 15 jours)	

8.3.2. - Température, pH et couleur

Les rejets doivent respecter les conditions suivantes :

Température ($^{\circ}$ C)	pH (fourchette)	Modification de couleur du milieu récepteur
30° C	5,5 à 8,5	100 mg Pt/l

8.3.3. - Substances polluantes

Les rejets doivent respecter les valeurs limites supérieures suivantes :

PARAMETRES	CONCENTRATION MAXIMALE INSTANTANEE (pour les 3 rejets) (en mg/l)	FLUX MAXIMAL JOURNALIER (en kg/j)	
		rejet 1	rejet 2
M.E.S.	500	40	1
DBO ₅ (1)	500	40	1
DCO (1)	750	60	1,5
Azote global (2)	130	10	0,26
Phosphore total	20	1,6	0,04

.../...

PARAMETRES	CONCENTRATION MAXIMALE INSTANTANEE (pour les 3 rejets) (en mg/l)	FLUX MAXIMAL JOURNALIER (en kg/j)	
		rejet 1	rejet 2
HC totaux	5	0,4	0,01
Cr total	0,5	0,04	0,001
Cr VI	0,1	0,008	0,0002
Pb	0,5	0,04	0,001
Cu	0,5	0,04	0,001
Zn	2	0,16	0,004
Fe + Al	5	0,4	0,01
Cd	0,2	0,016	0,0004
AOX	5	0,4	0,01
MeX	100	8	0,2

(1) - sur effluent non décanté

(2) - comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé

Les méthodes de prélèvement, mesure et analyses, de référence sont celles indiquées à l'article 10.1.

Le raccordement au réseau de la COMMUNAUTE URBAINE DE LILLE fait l'objet d'une convention entre l'industriel et la Communauté Urbaine.

Une copie de cette convention sera adressée à l'Inspection des Installations Classées dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 9. - CONDITIONS DE REJET

9.1. - Conception et aménagement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

.../...

9.2. - Points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées et du service chargé de la police des eaux.

9.3. - Equipement des points de prélèvements

Avant rejet au milieu naturel ou dans le réseau d'assainissement, les ouvrages d'évacuation des rejets n° 1 et 2 doivent être équipés des dispositifs de prélèvement et de mesure automatiques suivants :

- un système permettant le prélèvement d'une quantité d'effluents proportionnelle au débit sur une durée de 24 h, et la conservation des échantillons à une température de 4°C ;
- un appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement ;
- un pH-mètre en continu avec enregistrement.

ARTICLE 10. - SURVEILLANCE DES REJETS

10.1. - Autosurveillance

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci-après.

REJET N° 1 :

PARAMETRES	FREQUENCE	METHODES DE MESURE
PH	En continu	NFT 90008
MES	hebdomadaire	NFT 90105
DCO	hebdomadaire	NFT 90101
DBO ₅	hebdomadaire	NFT 90103
N global	hebdomadaire	NFT 90110 + NFT 90013 + NFT 90012
métaux visés à l'article 8.3.3.	hebdomadaire	NFT 90112
phosphore	hebdomadaire	NFT 90023
HC	hebdomadaire	NFT 90114
AOX	hebdomadaire	ISO 9562
MeX	hebdomadaire	matières extractibles à l'éther de pétrole

Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons non décantés.

REJET N° 2 : Les mêmes analyses sont réalisées trimestriellement.

REJET N° 3 : Les mêmes analyses sont réalisées avant rejet (sauf AOX) (rejets par bâchées).

10.2. - Calage de l'autosurveillance

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant doit faire procéder au moins une fois par an aux prélèvements, mesures et analyses demandés dans le cadre de l'autosurveillance par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement).

10.3. - Conservation des enregistrements

Les enregistrements des mesures en continu prescrites à l'article 10.1. ci-avant devront être conservés pendant une durée d'au moins 3 ans à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

10.4. - Transmissions des résultats d'autosurveillance

Un état récapitulatif trimestriel des résultats des mesures et analyses imposées aux articles 10.1. et 10.2. ci-avant doit être adressé au plus tard dans le mois qui suit chaque trimestre à l'Inspection des Installations Classées.

Ils doivent être accompagnés en tant que de besoin de commentaires sur les causes de dépassement constatés ainsi que sur les actions correctives mise en oeuvres ou envisagées.

ARTICLE 11 : CONSEQUENCES DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- 1°) la toxicité et les effets des produits rejetés ;
- 2°) leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel ;
- 3°) la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux ;
- 4°) les méthodes de destruction des polluants à mettre en oeuvre ;
- 5°) les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution,
- 6°) les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Pour cela, l'exploitant doit constituer un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblés pour satisfaire aux 6 points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et des services chargés de la police des eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

TITRE III - AIR

ARTICLE 12. - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

12.1. - Dispositions générales

12.1.1. - L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, etc...

Le brûlage à l'air libre est interdit.

12.1.2. - Odeurs

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

12.1.3. - Voies de circulation

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées ;
- des écrans de végétation doivent être prévus.

12.2. - Conditions de rejet

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

Les ouvrages de rejet devront permettre une bonne diffusion des effluents dans l'atmosphère. Les rejets à l'atmosphère devront, dans toute la mesure du possible, être collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, devra être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. Le débouché des cheminées ne doit pas comporter d'obstacles à la bonne diffusion des gaz (conduits coudés, chapeaux chinois, ...). La partie terminale de la cheminée pourra comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits devra être tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne devront pas présenter de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché devra être continue et lente.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluent doivent être prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure conformes à la norme N.F.X. 44052.

Ces points devront être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc...) permettront de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Le point de prélèvement d'échantillons doit être tel que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées.

12.3. - Traitement des rejets atmosphériques

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans ce registre.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

12.4. - Générateurs thermiques

Les installations de combustion sont construites, équipées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à

l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.

12.4.1. - Constitution du parc de générateurs et combustibles utilisés

Le parc des générateurs est repris en annexe 3. Ces générateurs fonctionnent au gaz naturel.

12.4.2. - Cheminées

Elles doivent satisfaire notamment à l'arrêté ministériel du 20 juin 1975 (installations de combustion soumises à déclaration).

	<i>Hauteur en m</i>	<i>diamètre en m</i>	<i>rejet des fumées des installations raccordées</i>	<i>débit nominal en Nm³/h</i>	<i>vitesse mini d'éjection en m/s</i>
conduit n° 1	14	0,3	laveuse MABOR 1	6 300	4
conduit n° 2	14	0,35	laveuse MABOR 2	6 300	4
conduit n° 3	24	0,7	chaudières GT 825E et 820E	5 800	4

12.4.3. - Valeurs limites de rejet

Les gaz issus des générateurs thermiques doivent respecter les normes suivantes :

Concentrations en mg/Nm³	inférieures à
Poussières	5
SO ₂	35
NO _x en équivalent NO ₂	350

Flux en g/h	inférieurs à		
conduit	1	2	3
poussières	31	31	29
SO ₂	220	220	200
NOx en équivalent NO ₂	2 200	2 200	2 000

Les valeurs des tableaux correspondent aux conditions suivantes :

- gaz sec
- température 273 K
- pression 101,3 KPa
- 3 % de O₂

12.4.4. - Equipement et installation

12.4.4.1. - Sauf exception prévue à l'article 12.4.4.4., tout générateur dont la puissance est égale ou supérieure à 580 kW et inférieure à 1 160 kW doit être équipée d'un déprimomètre indicateur lorsque sa conduite n'est pas automatique.

12.4.4.2. - Sauf exception prévue à l'article 12.4.4.4., tout générateur dont la puissance est égale ou supérieure à 1 160 kW et inférieure à 3 480 kW doit être muni des appareils suivants :

- a) un déprimomètre indicateur ;
- b) un indicateur de la température des gaz de combustion à la sortie du générateur ;
- c) un dispositif indiquant soit le débit du combustible, soit le débit du fluide caloporteur ;
- d) un dispositif indiquant les paramètres thermiques du fluide caloporteur à l'entrée et à la sortie du générateur ;
- e) un analyseur portatif des gaz de combustion donnant au moins la teneur en dioxyde de carbone ou toute indication équivalente.

12.4.4.3. - Sauf exception prévue à l'article 12.4.4.4., tout générateur dont la puissance est égale ou supérieure à 3 480 kW doit être muni des appareils suivants :

- a) un déprimomètre enregistreur ;
- b) un indicateur de la température des gaz de combustion à la sortie du générateur ;
- c) 1. dans le cas des générateurs de vapeur :

.../...

- un enregistreur de pression de vapeur sur le collecteur de départ ;
- 2. dans le cas des autres générateurs :
 - un détecteur de température du fluide à l'entrée et à la sortie de la chaufferie ;
 - un dispositif indiquant les paramètres thermiques du fluide caloporteur à l'entrée et à la sortie de chaque générateur ;
- d) un dispositif indiquant soit le débit du combustible, soit le débit du fluide caloporteur ;
- e) un analyseur automatique des gaz de combustion donnant au moins la teneur en dioxyde de carbone ou toute indication équivalente.

12.4.4.4. - Lorsque plusieurs générateurs sont disposés dans une même chaufferie, l'analyseur de gaz de combustion portatif peut être commun à ces générateurs.

Lorsque plusieurs générateurs débitent sur un collecteur commun, l'enregistreur de température, dans le cas des générateurs d'eau chaude ou d'autres fluides caloporteurs, peut être commun à ces générateurs.

Lorsque plusieurs générateurs débitent sur un collecteur commun, un dispositif permettant d'isoler du collecteur tout générateur à l'arrêt doit être prévu.

Les générateurs dont le foyer est en surpression sont dispensés de déprimomètre.

12.4.5. - Suivi des générateurs

12.4.5.1. - Un tableau des périodes de ramonage doit être affiché dans la chaufferie centrale et à proximité des chaudières des laveuses MABOR.

12.4.5.2. - La tenue d'un livret de chaufferie est obligatoire pour ces mêmes installations.

Le livret de chaufferie doit contenir au moins les renseignements suivants :

- a) nom et adresse de la chaufferie, du propriétaire de l'installation et, éventuellement, de l'entreprise chargée de l'entretien ;
- b) caractéristiques du local de chaufferie, des installations de stockage des combustibles, des générateurs, de l'équipement de chauffage ; caractéristiques des combustibles préconisés par le constructeur ; mesures prises pour assurer le stockage des combustibles, l'évacuation des gaz de combustion, le traitement des eaux ; désignation des appareils de réglage des feux et de contrôle ; dispositions adoptées pour limiter la pollution atmosphérique ;
- c) conditions générales d'utilisation de la chaleur ;
- d) pour les installations soumises à l'obligation de la visite périodique : résultats des contrôles de la combustion et du fonctionnement des appareils de réglage des feux et de contrôle ; visa des personnes ayant effectué ces contrôles ; consignation des observations faites et des suites données ;
- e) grandes lignes du fonctionnement et incidents importants d'exploitation notamment : consommation annuelle de combustible ;

- f) indications relatives à la mise en place, au remplacement et à la réparation des appareils de réglage des feux et de contrôle ; indication des autres travaux d'entretien et opérations de nettoyage et de ramonage.

12.5. - Autres rejets atmosphériques

12.5.1. - Constitution des installations

12.5.1.1. - cabines de peinture

INSTALLATION	DÉBITS D'EXTRACTION	TRAITEMENT
cabine de peinture essieux	cabine : 30 000 m ³ /h étuve cuisson : 26 000 m ³ /h	filtre sec filtre sec
cabine bâtiment 12 (*)	24 000 m ³ /h	filtre sec
cabine n° 20 (bâtiment 18)	54 000 m ³ /h	lavage à l'eau (fosse)
cabine n° 9 Fuzelier (bâtiment 20)	18 000 m ³ /h	filtre sec
cabine bâtiment 23	30 000 m ³ /h	filtre sec
cabine poudre (bâtiment 51)	18 000 m ³ /h	filtre sec
tunnel bâtiment 52	zone extraction (fosse) : 45 000 m ³ /h local 1 : 5 000 m ³ /h local 2 : 5 000 m ³ /h	lavage à l'eau (fosse)
chantier O.P.C.E. 2 cabines poudre 2 cabines liquide	10 000 m ³ /h 16 000 m ³ /h	filtre sec
cabines bâtiment 58	55 000 m ³ /h x 2	filtre sec

(*) aspiration commune avec cabine de nettoyage au SRB5

La hauteur des conduits d'extraction est supérieure de 5 mètres à la hauteur du bâtiment le plus élevé situé à distance inférieure ou égale à 30 mètres de ce conduit (y compris le bâtiment abritant l'installation).

.../...

12.5.1.2. - Installations d'encollage

INSTALLATION	DÉBITS D'EXTRACTION	TRAITEMENT
1 poste au bâtiment sellerie	15 200 m ³ /h	/
postes encollage du chantier O.P.C.E. : 1 poste par unité (5 unités)	15 750 m ³ /h	/

12.5.1.3. - Installations d'emploi de matières plastiques

INSTALLATION	DÉBITS D'EXTRACTION	TRAITEMENT
chantier polyester	3 aspirations au sol de 12 000 m ³ /h 2 tables aspirantes de 6 300 m ³ /h	/
chantier TMST	20 000 m ³ /h	médias filtrants secs

12.5.1.4. - Installations de dégraissage

Les installations comportant une aspiration avec rejet à l'extérieur sont au nombre de trois :

INSTALLATION	DÉBITS D'EXTRACTION	TRAITEMENT
cabine bâtiment 12	24 000 m ³ /h (commun avec la cabine de peinture située à côté)	/
hotte de nettoyage bâtiment 12	24 000 m ³ /h	/
cabine de nettoyage bâtiment 26	1 500 m ³ /h	/

12.5.1.5. - Installations de grenaillage, meulage et ponçage

a) grenaillage

INSTALLATION	DÉBIT D'EXTRACTION	TRAITEMENT
corindonneuse bâtiment 20	7 800 m ³ /h (rejet dans l'atelier)	filtre à manche
grenailluse axes bâtiment 3	900 m ³ /h	filtre à manche
microbilleuse MATRASUR bâtiment 12	inconnu (rejet en atelier)	cyclone + filtre à manche
microbilleuse bâtiment 18	inconnu (rejet en atelier)	cyclone + filtre à manche
grenailluse thermodécapage bâtiment 53	690 m ³ /h	dépoussiéreur à décolmatage automatique
grenailluse bâtiment 23	inconnu	filtre à manche
grenailluse bâtiment 52	370 000 m ³ /h	filtre à manche

b) meulage, ponçage

INSTALLATION	DÉBIT D'EXTRACTION	TRAITEMENT
postes du chantier O.P.C.E.	60 000 m ³ /h	/

12.5.1.6. - Rejet des machines de travail du bois

Débit total d'extraction : 3 200 m³/h

Traitement : filtre à manche

12.5.1.7. - Rejet du tour numérique (bâtiment 3)

Traitement : cyclone

.../...

12.5.1.8. - Rejet du chantier métallisation

Traitement : dépoussiéreur par voie humide

12.5.1.9. - Rejet du four de thermodécapage

DÉBIT D'EXTRACTION	TRAITEMENT
690 Nm ³ /h	combustion (four de brûlage de 300 kW au gaz) + post combustion (T = 800°C)

12.5.2. - Valeurs limites de rejet

Les gaz issus des installations doivent respecter les valeurs suivantes :

CONCENTRATIONS en mg/Nm ³	CABINES DE PEINTURE	GRENAILLAGE MEULAGE PONÇAGE	TRAVAIL DU BOIS	FOUR DE THERMODÉCAPAGE
poussières	/	50	20	10
COV	150	/	/	150
HCN	/	/	/	0,1
métaux lourds (Sb + As + Pb + Cr + Cu + Co + Mn + Ni + V + Sn + Se + Te)	/	/	/	0,5
mêmes métaux lourds + Zn et composés	/	/	/	5

12.6. - Contrôles

L'exploitant fait réaliser annuellement un contrôle quantitatif et qualitatif des différents rejets atmosphériques définis ci-après par un organisme agréé :

- rejets visés à l'article 12.4.2. (poussières, SO₂, NO_x) ;
- tunnel de peinture du bâtiment 52 (COV) ;
- four de thermodécapage.

Les méthodes d'analyse sont les suivantes :

- SO_2 : NFX 43019 et 43013 ;
- NO_x : NFX 43018.

Les résultats de ces contrôles seront adressés à l'Inspecteur d
Classées dans le trimestre qui suit leur réalisation.

TITRE IV : BRUIT

ARTICLE 13. - PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

13.1. - Construction et exploitation

Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions suivantes sont applicables aux installations :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

13.2. - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995) et des textes pris pour son application.

13.3. - Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

13.4. - Niveaux acoustiques

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Emplacement	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
	période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
limite de propriété	60	50

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les valeurs admissibles d'émergence fixées dans le tableau ci-dessus ne s'appliquent, dans les zones considérées, qu'au-delà d'une distance de 10 mètres de la limite de propriété.

13.5. - Contrôles

L'Inspecteur des Installations Classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'Inspecteur des Installations Classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

.../...

TITRE V : DECHETS

ARTICLE 14 : TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

14.1. - Généralités

Une procédure interne à l'établissement organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport, et le mode d'élimination des déchets

14.2. - Nature des déchets produits

RÉFÉRENCE NOMENCLATURE		NATURE DU DÉCHET	FILIÈRES DE TRAITEMENT
C	A		
840	791	caoutchouc (joints, durites, pneumatiques)	DC2-IE-IS
860	245	carton	REG-VAL
980	842	DIB	DC2-IE-IS
162	791	diluants de peinture	VAL-IE-IS
305	842	emballages souillés	IS-IE-VAL
302	244	filtres de peinture, poussières	IS-IE-REG
148	842	huiles minérales	VAL
305	842	matériaux et matériaux souillés de PCB	IS-IE
284	243	résidus de décantation	IS-IE
121	245	solvants	VAL
122	243	boues de peinture	IS-IE
173	842	graisse, corps gras, lubrifiants	IS-IE-VAL
150	245	mélange eau + hydrocarbures	IS-IE
162	243	résines synthétiques et emballages plastiques	IS-IE
141	241	fluides d'usinage	VAL-IE-IS
201	243	cendres du thermodécapage	DC2
325	842	pièces usées contenant de l'amiante	DC1

14.3. - Caractérisation des déchets

Pour les déchets de type banal non souillés par des substances toxiques ou polluantes (verre, métaux, matières plastiques, minéraux inertes, terres stériles, caoutchouc, textile, papiers et cartons, bois ou déchets du type urbain), une évaluation des tonnages produits est réalisée.

Les autres déchets, c'est à dire les déchets spéciaux, sont caractérisés par une analyse chimique de la composition globale et par un test de lixiviation selon normes NF, pour les déchets solides, boueux ou pâteux.

Cette identification est renouvelée au moins tous les 2 ans.

14.4. - Elimination

Les déchets ne peuvent être éliminés ou recyclés que dans une installation classée autorisée ou déclarée à cet effet au titre de la législation relative aux installations classées. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte.

Nonobstant les indications de l'article 14.2. ci-dessus, les déchets d'emballages des produits seront valorisés ou recyclés dans les filières agréées, conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant organise le tri et la collecte de ces déchets à l'intérieur de l'installation de manière à favoriser la valorisation ou le recyclage.

Toute incinération à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé au titre de la législation relative aux installations classées de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

14.5. - Comptabilité - Autosurveillance

Il est tenu un registre sur lequel sont reportées les informations suivantes :

- codification selon la nomenclature officielle publiée au Journal Officiel du 16 Mai 1985 ;
- type et quantité de déchets produits ;
- opération ayant généré chaque déchet ;
- nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets ;
- date des différents enlèvements pour chaque type de déchets ;
- nom et adresse des centres d'élimination ;
- nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination.

Ce registre est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

TITRE VI : SECURITE

ARTICLE 15. - SECURITE

15.1. - Organisation générale

15.1.1. - L'exploitant établit et tient à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites.

15.1.2. - Règles d'exploitation

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques) ;
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement ;
- la maintenance et la sous-traitance ;
- l'approvisionnement en matériel et matière ;
- la formation et la définition des tâches du personnel.

Ces dispositions sont tenues à disposition de l'Inspecteur des Installations Classées et feront l'objet d'un rapport annuel.

15.1.3. - Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation.

Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sûreté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées pendant une année.

15.1.4. - La conduite des installations, tant en situations normales qu'incidentelles ou accidentelles, fait l'objet de documents écrits dont l'élaboration, la mise en place, le réexamen et la mise à jour s'inspirent des règles habituelles d'assurance de la qualité.

15.2. - Alimentation électrique de l'établissement

L'alimentation électrique des équipements vitaux pour la sécurité doit pouvoir être secourue par une source interne à l'établissement.

Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités.

Afin de vérifier les dispositifs essentiels de protection, des tests sont effectués. Ces interventions volontaires font l'objet d'une consigne particulière reprenant le type et la fréquence des manipulations.

Cette consigne est distribuée au personnel concerné et commentée autant que nécessaire.

Par ailleurs, toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que :

- les automates et les circuits de protection soient affranchis des micro-coupures électriques ;
- le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de données essentielles pour la sécurité des installations.

15.3. - Sûreté du matériel électrique

L'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté du 31 Mars 1980 (JO - NC du 30 Avril 1980) portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

L'exploitant doit être en mesure de justifier le type de matériel électrique utilisé dans chacun des différents secteurs de l'usine.

15.4. - Clôture de l'établissement

L'usine est clôturée sur toute sa périphérie.

La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations.

Les zones dangereuses, à déterminer par l'exploitant autour des unités, doivent être signalées sur le site et se trouver à l'intérieur du périmètre clôturé.

15.5. - Accès

Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'usine.

Une voie de 4 mètres de largeur et de 3,5 mètres de hauteur libre en permanence doit permettre la circulation des engins des Services de Lutte contre l'Incendie sur le demi-périmètre au moins. Les voies en cul-de-sac disposent d'une aire de manœuvre permettant aux engins de faire demi-tour.

15.6. - Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

ARTICLE 16 : MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

16.1. - Protection contre la foudre (A.M. du 28/01/1993)

16.1.1. - Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

16.1.2. - Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la Communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de pointes caprices n'est pas obligatoire.

16.1.3. - L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées à l'article 16.1.1. ci-dessus fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1. de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être installé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci est démontrée.

16.1.4. - Les pièces justificatives du respect des articles 16.1.1., 16.1.2. et 16.1.3. ci-dessus sont tenues à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

16.2. - Prévention

16.2.1. - Dégagement

Toutes dispositions sont prises afin que le personnel n'ait pas plus de 40 m à parcourir pour gagner une issue, et 25 m dans les parties en cul-de-sac (tenir compte des aménagements intérieurs). Seules les portes à vantaux battants sont prises en compte (issues de secours, portes journalières installées dans les grandes portes).

Dans les locaux où sont manipulées des substances facilement inflammables (telles que des liquides à point d'éclair inférieur à 21°C), la distance d'évacuation depuis tout poste de travail est réduite à 10 mètres (code du travail, article R 232.12.15.).

Les dégagements sont protégés et en particulier les escaliers qui desservent les étages. Pour les bâtiments dont le plancher du niveau est à plus de 8 mètres un exutoire de fumées de 1 m² ouvrable depuis le rez-de-chaussée est disposé en partie haute des escaliers.

Toutes les portes s'ouvrent dans le sens de l'évacuation sur l'extérieur.

Les issues normales et de secours sont signalées et balisées. Elles doivent être libres d'accès en permanence.

16.2.2. - Désenfumage

L'évacuation des fumées et gaz chauds en cas d'incendie est assurée :

- pour les bureaux : par la pose d'exutoires représentant le 1/100ème de la superficie mesurée en projection horizontale. Ces ouvrants doivent posséder une commande manuelle, accessible du sol et située à proximité des issues ;

NOTA : les fenêtres et vasistas donnant directement sur l'extérieur peuvent intervenir dans ce calcul (sous réserve qu'ils soient situés dans le tiers supérieur du volume et manoeuvrables du sol).

- pour les constructions nouvelles faisant l'objet du dossier visé à l'article 2.1. : par la pose d'exutoires représentant le 1/100ème de la superficie mesurée en projection horizontale.

Ces ouvrants doivent être à ouverture automatique doublée d'une ouverture commandée manuellement, accessible du sol et située à proximité des issues.

16.3. - Moyens de secours

Des extincteurs sont disposés en nombre et capacité appropriés aux risques. Ces appareils doivent être judicieusement répartis, visibles et accessibles en toutes circonstances.

Le personnel est initié à la manoeuvre des moyens de secours.

Sont affichées des consignes d'incendie comportant :

- le numéro de téléphone d'appel urgent du centre de traitement de l'alerte des Sapeurs Pompiers : 18 ;
- l'accueil et le guidage des secours ;
- les mesures à prendre en vue d'assurer la sauvegarde du personnel en cas d'incendie.

Les consignes en cas d'incendie intègrent l'ouverture de la vanne d'alimentation directe des hydrants du site depuis le réseau public, et ceci à chaque appel des secours publics.

En outre, les moyens de lutte de l'établissement doivent, en cas de sinistre, être mis en place rapidement (agents formés pour le premier secours).

16.4. - Signalisation

La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée conformément à l'arrêté du 4 août 1982 afin de signaler les emplacements :

- des moyens de secours ;
- des stockages présentant des risques ;
- des locaux à risques ;
- des boutons d'arrêt d'urgence,

ainsi que les diverses interdictions.

ARTICLE 17 : ORGANISATION DES SECOURS

Des plans du site sont transmis au Centre de Secours de LILLE-BOUVINES, 1ère Compagnie des Sapeurs-Pompiers de la COMMUNAUTE URBAINE DE LILLE.

Ces plans, au format A3 ou A4, figurent les accès au site, les voies, les hydrants mentionnés page 182 du dossier et visé à l'article 2.1., et les coupures d'énergie et de fluides.

**TITRE VII : PRESCRIPTIONS PROPRES A
CERTAINES ACTIVITES**

ARTICLE 18. - TRAVAIL MECANIQUE DES METAUX

18.1. - L'atelier est convenablement clôturé sur l'extérieur pour éviter la propagation de bruits gênants, même accidentels (machinerie, manutention, chute de pièces en cours de travail, etc...).

Il est, de préférence, éclairé et ventilé uniquement par la partie supérieure, par des baies aménagées de façon qu'il n'en résulte aucune diffusion de bruit gênant pour le voisinage.

Si la situation l'exige, ces baies doivent être munies de chicanes appropriées formant écran au bruit.

Les portes et fenêtres ordinaires de l'atelier sont maintenues fermées pendant l'exécution des travaux bruyants.

18.2. - Les travaux particulièrement bruyants sont effectués, si c'est reconnu nécessaire, dans des locaux spéciaux bien clos et efficacement insonorisés.

18.3. - Tous travaux bruyants susceptibles de gêner le voisinage pendant la nuit (machinerie, manutention, voiturage, etc...) sont interdits entre 20 heures et 7 heures.

18.4. - S'il est fait usage de tubes métalliques servant au guidage des barres à décolleter, ces tubes sont munis d'un dispositif spécial supprimant la vibration des barres.

18.5. - Les foyers et conduits de fumée sont placés à distance convenable des constructions occupées par des tiers, de manière à éviter tout danger d'incendie et à ne pas incommoder le voisinage par la chaleur.

18.6. - Les éléments de construction de l'atelier où se trouvent les foyers présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- murs incombustibles ;
- parois coupe-feu de degré deux heures ;
- couverture incombustibles ou plancher haut coupe-feu de degré deux heures ;
- porte pare-flammes de degré une demi-heure.

ARTICLE 19. - CABINES DE PEINTURE

Toutes les cabines comportent un équipement électrique ADF ou à sécurité intrinsèque dans les zones à risques d'explosion, une mise à la terre des structures métalliques et installations électriques, un fonctionnement des pistolets asservis à la ventilation et, pour les cabines avec soufflage d'air chaud et les étuves de séchage, un asservissement des brûleurs à la ventilation.

19.1. - Tunnel de peinturage (bâtiment 52)

19.1.1. - Les éléments de construction de l'atelier d'application de peintures par pulvérisation présentent les caractéristiques de résistance au feu suivantes :

- murs et parois coupe-feu de degré 2 heures ;
- plancher haut coupe-feu de degré 2 heures ;
- couverture incombustible ;
- portes pare-flammes de degré une demi-heure, au nombre de 2 au moins. Ces portes, donnant vers l'extérieur, sont munies de fermeture automatique, s'ouvrent dans le sens de la sortie et ne comportent aucun dispositif de condamnation (serrure, verrou, etc...) pendant l'exploitation ;
- les rideaux permettant la sortie des véhicules sont métalliques ;
- compte-tenu de la structure rigide du bâtiment, une soupape d'explosion est mise en place dans les locaux d'accès et de sortie des véhicules ;
- le sol est en matériau incombustible.

19.1.2. - La peinture par pulvérisation est faite dans une cabine spéciale ; celle-ci est incombustible et pare-flammes de degré une demi-heure.

19.1.3. - La ventilation du local est suffisante pour éviter la formation d'une atmosphère explosive. En tous les cas, la teneur des solvants dans l'atmosphère ambiante ne doit pas dépasser 50 % de la limite inférieure d'explosibilité.

La pulvérisation de la peinture est asservie à la ventilation.

L'air provenant de la ventilation du local n'est jamais recyclé.

19.1.4. - Les dépôts de peintures sont extérieurs au local de mise en peinture et installés de manière à ce qu'ils ne puissent être la cause d'une propagation d'incendie ; ne peut être présente dans l'atelier d'application de peintures que la quantité nécessaire à une journée de travail.

19.1.5. - L'utilisation de liquides particulièrement inflammables pour quelque usage que ce soit est formellement interdite.

19.1.6. - Dans les zones où des gaz ou vapeurs combustibles peuvent apparaître en cours de fonctionnement normal ou anormal de l'installation et en particulier dans les locaux affectés à la peinture et l'évaporation des solvants, le matériel électrique est de sûreté.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées annuellement. Le rapport de contrôle sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Un coupe-circuit multipolaire est placé au dehors de l'atelier, dans un endroit facilement accessible, pour permettre l'arrêt de l'installation en cas d'incendie.

19.1.7. - Toutes les parties métalliques sont reliées à une prise de terre avec des liaisons équipotentielle entre les éléments conducteurs.

19.1.8. - La chaudière permettant le réchauffage de l'air aspiré est installée à l'extérieur de l'atelier.

Le chauffage de l'atelier ne peut se faire que par fluide chauffant (air, eau ou vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150°C.

La température est limitée à l'intérieur de l'atelier par un système thermostatique.

19.1.9. - Il est interdit d'apporter dans l'atelier du feu sous une forme quelconque ou d'y fumer. Cette interdiction est affichée en caractères très apparents dans les locaux de travail et sur les portes d'accès.

19.1.10. - On pratique de fréquents nettoyages, tant du sol que de l'intérieur des hottes et des conduits d'aspiration et d'évacuation des vapeurs, de manière à éviter toute accumulation de poussières et de peintures sèches susceptibles de s'enflammer ; ce nettoyage est effectué de façon à éviter la production d'étincelles. L'emploi de lampe à souder ou d'appareils à flamme pour effectuer ce nettoyage est formellement interdit.

19.1.11. - Les moyens de lutte contre l'incendie comprennent :

- à proximité des cabines de peinture et de séchage :
 - * deux extincteurs à poudre de 9 kg ;
 - * un extincteur à poudre de 50 kg monté sur roues ;
 - * des réserves de sable avec pelles de projection ;
 - * deux robinets d'incendie armés de 40 mm équipés de tuyaux souples munis d'une lance à robinet, d'une tête extinctrice à jet pulvérisé, qui sont alimentés sous une pression dynamique de 3 bars ;
- dans la cabine :
 - * un poste d'extinction semi-automatique à poudre installé dans le local technique (ventilateur). La commande de ce système d'extinction est située à l'extérieur du local.

Sont apposées à proximité de ce poste de travail des consignes de prévention et de lutte contre l'incendie.

Le personnel de cet atelier est initié à l'utilisation des moyens de premiers secours.

19.2. - Cabine essieux et étuve associée

Elle est située à l'extérieur du bâtiment 3, à l'angle sud-est de ce dernier. Les cloisons et toitures sont en tôle acier galvanisée. L'installation comporte 2 portes de secours de largeur 0,80 m (une pour la cabine, une pour l'étuve) avec ouverture intérieure par barre anti-panique et fermeture par ressort de rappel.

19.3. - Cabine 20 (bâtiment 18)

Elle est située au sein de l'atelier. Il s'agit d'une simple enceinte en tôle métallique, sans plafond ; chaque extrémité est pourvue de deux portes s'ouvrant sur la totalité de la largeur de la cabine.

Il n'y a pas de travail par point chaud à proximité de l'installation.

19.4. - Cabines bâtiment 58

La structure générale du bâtiment est en bardage métallique. Il comprend deux zones séparées par une paroi coupe-feu comportant une porte permettant le passage de la rame :

- partie préparation (ponçage, enduits, masquage...) ;
- partie peinture.

Les cabines ont les caractéristiques suivantes :

- parois coupe-feu 2 heures ;
- portes pare flammes 1/2 heure ;
- couverture incombustible.

Les règles fixées à l'article 16.2. supra de distance d'évacuation et de désenfumage doivent être respectées.

La cabine de peinture est isolée du bâtiment n° 40 situé au nord par un mur coupe-feu de degré 1 heure (compte-tenu de la distance d'éloignement de 4 mètres).

Les générateurs d'air chaud installés au sein du bâtiment sont placés dans une enceinte coupe-feu 2 heures.

19.5. - Cabines de peinture OPCE

19.5.1. - L'application des vernis se fait sur un emplacement spécial, en principe surmonté d'une hotte d'aération, et les vapeurs sont aspirées mécaniquement, de préférence par descensum, grâce à des bouches d'aspiration placées au-dessous du niveau des objets à peindre.

Si l'encombrement des objets à peindre ne permet pas le travail sous hotte, un dispositif d'aération d'efficacité équivalente doit être installé.

19.5.2. - Le vernissage est effectué dans une cabine spéciale (enceinte entièrement close ou non pendant l'opération). Si celle-ci est implantée dans un atelier où se trouvent :

- des produits inflammables ou combustibles ;
- au moins un point à une température supérieure à 150°C ;

tous les éléments de construction de cette cabine sont en matériaux incombustibles et pare-flamme de degré une heure.

La ventilation mécanique est assurée par des bouches situées vers le bas.

19.5.3. - La ventilation mécanique est suffisante pour éviter que les vapeurs puissent se répandre dans l'atelier. Ces vapeurs sont refoulées au dehors par une cheminée de hauteur conforme à l'article 12.5.1.1. et disposée dans des conditions évitant toute incommodité pour le voisinage. En outre, l'atelier est largement ventilé, mais de façon à ne pas incommoder le voisinage par les odeurs.

19.5.4. - En aucun cas, les liquides récupérés ne doivent être rejetés à l'égout.

19.5.5. - Toutes les hottes et tous les conduits d'aspiration ou de refoulement sont en matériaux incombustibles ; s'ils traversent d'autres locaux, la résistance au feu de leur structure est coupe-feu de degré une heure ; si ces locaux sont occupés ou habités par des tiers, elle est coupe-feu de degré deux heures.

19.5.6. - L'éclairage artificiel se fait par lampes extérieures sous verre ou, à l'intérieur, par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout autre procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes dites "baladeuses".

Les conducteurs sont établis suivant les normes en vigueur et de façon à éviter tout court-circuit.

19.5.7. - Le système de chauffage est suffisamment éloigné de la cabine de peinture.

19.5.8. - L'exploitant définit autour de la cabine de peinture une zone où il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque ou d'y fumer. Cette interdiction est affichée en caractères très apparents dans les locaux de travail et sur les portes d'accès.

19.5.9. - On pratique de fréquents nettoyages, tant du sol que de l'intérieur des hottes et des conduits d'aspiration et d'évacuation des vapeurs, de manière à éviter toute accumulation de poussière et de vernis secs susceptibles de s'enflammer ; ce nettoyage est effectué de façon à éviter

la production d'étincelles ; l'emploi des lampes à souder ou d'appareils à flammes pour effectuer ce nettoyage est formellement interdit.

19.5.10 - Le local comprenant le stock de peinture de l'établissement est placé en dehors de l'atelier, à une distance suffisante pour qu'il ne puisse y avoir propagation ou risque d'incendie.

Le sol de ce local est imperméable, incombustible et disposé en forme de cuvette pouvant retenir la totalité des liquides inflammables entreposés.

19.5.11 - Il est interdit d'utiliser à l'intérieur de la zone définie au 19.5.8. des ateliers des liquides inflammables pour un nettoyage quelconque (mains, outils, etc...).

ARTICLE 20. - LOCAL DE TRANSIT DES CONDENSATEURS ET CAPACITES CONTENANT DES PCB

20.1. - Aucun des matériels contenant des PCB ne doit être ouvert sur le site.

20.2. - Le local de produits polluants et appareils imprégnés de PCB doit être pourvu de dispositifs étanches de rétention des écoulements, dont la capacité est supérieure ou égale à la plus grande des valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus gros contenant ;
- 50 % du volume total stocké.

Cette prescription ne s'applique pas aux condensateurs imprégnés de PCB non susceptible de s'écouler en cas de rupture de l'enveloppe.

20.3. - Les stocks sont conditionnés dans des récipients résistants et sont identifiés.

20.4. - Tout appareil contenant des PCB ou PCT doit être signalé par étiquetage tel que défini par l'article 8 de l'arrêté du 8 juillet 1975.

20.5. - L'exploitant s'assure que l'intérieur de la cellule contenant le matériel imprégné de PCB ou PCT ne comporte pas de potentiel calorifique susceptible d'alimenter un incendie important et que la prévention et la protection incendie sont appropriées.

Il vérifie également que dans son installation, à proximité de matériel classé PCB ou PCT, il n'y a pas d'accumulation de matière inflammable sans moyens appropriés de prévention ou de protection.

En cas de difficultés particulières notamment pour les installations existantes nécessitant une telle accumulation, une paroi coupe-feu de degré 2 heures doit être interposée (planchers hauts, parois verticales) ; les dispositifs de communications éventuels avec d'autres locaux doivent être coupe-feu de degré une heure. L'ouverture se faisant vers la sortie, les portes sont munies de ferme-porte.

20.6. - L'exploitant prend toutes dispositions constructives du local pour que des vapeurs, accidentellement émises par le diélectrique, ne puissent pas pénétrer dans des locaux d'habitation ou de bureau. En particulier, elles ne doivent pas atteindre des conduits de vide-ordures ou d'aération et des gaines techniques, qui ne seraient pas utilisés exclusivement pour ce local technique.

Les gaines techniques propres au local doivent être équipées, à l'entrée des liaisons, d'un tampon étanche et résistant à la surpression, lorsqu'elles donnent accès vers d'autres locaux, tels que cités ci-dessus.

En particulier, lorsque le local est accessible à partir d'un espace privatif clos, donnant lui-même sur les endroits ou conduits cités plus haut, la porte correspondante doit être étanche et résister à cette surpression.

20.7. - Les déchets souillés à plus de 100 ppm sont éliminés dans une installation autorisée assurant la destruction des molécules PCB et PCT.

Pour les déchets présentant une teneur comprise entre 10 et 100 ppm, l'exploitant justifie les filières d'élimination envisagées (transfert vers une décharge pour déchets industriels, confinement).

20.8. - Tout matériel imprégné de PCB ou PCT ne peut être destiné au ferrailage qu'après avoir été décontaminé par un procédé permettant d'obtenir une décontamination durable à moins de 100 ppm en masse de l'objet. De même, la réutilisation d'un matériel usagé aux PCB, pour qu'il ne soit plus considéré au PCB (par changement de diélectrique par exemple), ne peut être effectuée qu'après une décontamination durable à moins de 100 ppm, en masse de l'objet.

La mise en décharge ou le brûlage simple sont notamment interdits.

20.9. - En cas d'accident (rupture, éclatement, incendie) l'exploitant informe immédiatement l'Inspection des Installations Classées. Il lui indique les dispositions prises à titre conservatoire telles que, notamment, les mesures ou travaux immédiats susceptibles de réduire les conséquences de l'accident.

L'inspecteur peut demander ensuite qu'il soit procédé aux analyses jugées nécessaires pour caractériser la contamination de l'installation et de l'environnement en PCB ou PCT, et, le cas échéant, en produits de décomposition.

Au vu des résultats de ces analyses, l'Inspection des Installations Classées peut demander à l'exploitant la réalisation des travaux nécessaires à la décontamination des lieux concernés.

L'exploitant informera l'inspection de l'achèvement des mesures et travaux demandés.

Les gravats, sols ou matériaux contaminés sont éliminés dans les conditions prévues à l'article 21.7.

ARTICLE 21. - LOCAL HALON

Le local où sont entreposés les containers de halon est largement ventilé (zones grillagées en parties haute et basse des murs) de manière à limiter la concentration en cas de fuite.

ARTICLE 22. - DEPOT D'ACETYLENE DISSOUS

22.1. - Le dépôt est situé dans un local adapté.

Dans le dépôt, les récipients sont conservés robinets fermés. On n'y opère ni utilisation ni transvasement de gaz.

22.2. - Il est interdit d'utiliser le dépôt à un autre usage que l'emmagasiner des récipients contenant de l'acétylène dissous et répondant à la réglementation des appareils à pression de gaz.

22.3. - Dans le dépôt, les récipients doivent être placés de façon stable et de manière à être facilement inspectés et déplacés, les robinets étant aisément accessibles pour le contrôle de l'étanchéité.

22.4. - Toutes dispositions doivent être prises pour éviter la détérioration des récipients en cours de stockage et de manutention. Tout récipient défectueux doit être aussitôt évacué du dépôt dans des conditions évitant tout danger ou tout inconvénient pour le voisinage.

22.5. - Il est interdit de se livrer dans le dépôt à une réparation des récipients ou à une opération quelconque comportant l'écoulement d'acétylène à l'extérieur d'un récipient.

22.6. - Dans le dépôt, toute installation électrique autre que celle servant à l'éclairage, de celui-ci est interdite.

De plus, il est interdit d'utiliser dans le dépôt des lampes électriques suspendues à bout de fil conducteur ou des lampes dites "baladeuses".

L'installation électrique servant à l'éclairage du dépôt est entretenue en bon état ; elle est périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

22.7. - On doit disposer à proximité immédiate du dépôt d'au moins deux extincteurs portatifs à poudre de 9 litres de capacité unitaire, ou de tout moyen d'efficacité équivalente.

Le matériel doit être périodiquement contrôlé et la date des contrôle devra être portée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

On doit disposer également, à distance convenable, d'un poste d'eau armé en permanence permettant d'arroser les bouteilles du dépôt pour éviter leur échauffement.

Le personnel doit être initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie.

En cas d'incendie dans le voisinage du dépôt, des dispositions doivent être prises pour protéger le dépôt et en évacuer rapidement les récipients.

22.8. - La surveillance et l'entretien du dépôt doivent être assurés par un préposé responsable ; une consigne écrite devra indiquer les modalités de l'entretien, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident et la façon de prévenir le préposé responsable.

Cette consigne doit être affichée en permanence et de façon apparente et inaltérable.

22.9. - Les matériaux et les éléments de construction du local contenant le dépôt doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- matériaux incombustibles ;
- parois coupe-feu de degré une heure ;
- couverture incombustible.

Le local ne doit avoir aucune communication directe avec des locaux voisins. Ils ne doit pas être surmonté d'étage, ni être placé au-dessus d'un sous-sol habité ou occupé.

22.10. - Le local contenant le dépôt doit être pourvu d'une porte au moins, munie d'un dispositif antipanique et construite en matériaux incombustibles et pare-flammes de degré 1/2 heure, ouvrant vers l'extérieur.

Cette porte doit être fermée à clef en dehors des besoins du service. La clef doit être conservée par un préposé responsable.

22.11. - Le local doit être distant d'au moins :

- 8 mètres d'un immeuble habité ou occupé par des tiers ;
- 2 mètres d'un dégagement accessible aux tiers ou d'une voie publique ;

- 8 mètres d'un bâtiment construit en matériaux combustibles, de tout dépôt de matières combustibles ou comburantes et de toute activité classée pour risque d'incendie ou d'explosion.

Cette dernière distance n'est pas exigible si le local est muni d'une couverture incombustible et pare-flammes de degré une heure et est séparé du bâtiment, du dépôt ou de l'activité classée, par un mur plein sans ouverture construit en matériaux incombustibles et de caractéristique coupe-feu de degré deux heures et d'une hauteur minimale de trois mètres. Les parois du local peuvent faire fonction de mur de séparation si elles ont une résistance au feu de degré deux heures.

22.12. - Le local doit être largement ventilé d'une façon telle qu'il n'en résulte ni incommodité ni danger pour le voisinage. Cette ventilation devra se faire par des ouvertures grillagées de section suffisante placées à la partie inférieure et à la partie supérieure du local.

22.13. - Il est interdit de provoquer ou d'apporter dans le local du feu sous une forme quelconque ou d'y fumer.

Cette interdiction doit être affichée de façon apparente dans le local et à l'extérieure du local près de l'entrée.

22.14. - L'éclairage artificiel du dépôt doit se faire par des lampes électriques extérieures placées devant des verres dormants ou à l'intérieur par tout procédé présentant des garanties équivalentes.

Les conducteurs doivent être établis selon les normes en vigueur de façon à éviter tout court-circuit. Les commutateurs, les boîtes de jonction, les coupe-circuit, les fusibles seront placés à l'extérieur du local.

ARTICLE 23. - CENTRALE D'ACETYLENE

23.1. - Les récipients de l'installation centrale de distribution doivent être placés dans leur position normale d'utilisation, robinets en haut, et arrimés, si nécessaire, pour garantir leur stabilité.

23.2. - L'installation centrale de distribution doit comporter un ou plusieurs collecteurs généraux (rampes) auxquels sont reliés les récipients d'acétylène dissous et un poste de détente et de contrôle.

Le poste de détente et de contrôle doit assurer une pression effective d'écoulement ne dépassant pas 1,5 bar et être équipé, à sa sortie, d'un dispositif d'arrêt d'explosion.

23.3. - Lorsque plusieurs récipients sont groupés sur une même rampe, tous les récipients de la rampe doivent être utilisés simultanément.

Si l'installation comporte plusieurs rampes, il ne doit y avoir qu'une seule rampe en cours d'utilisation. Lorsque la rampe en fonctionnement est sur le point d'être épuisée, on pourra utiliser momentanément deux rampes sous réserve que la conception du poste de détente soit telle que tout reflux de gaz d'une rampe vers l'autre soit impossible.

23.4. - Si l'acétylène est utilisé avec un gaz comburant sous pression, un organe de sécurité s'opposant à tout reflux vers le poste central de détente doit être placé entre la canalisation de distribution d'acétylène et chaque poste d'utilisation.

23.5. - Les organes anti-retour et d'arrêt d'explosion doivent être d'un type efficace et entretenus en bon état de fonctionnement. Leur efficacité doit être attestée par un certificat de l'installateur.

23.6. - Le diamètre des canalisations doit être partout réduit au minimum compatible avec les nécessités d'exploitation. Le diamètre intérieur des canalisations avant le poste de détente ne doit, en aucun cas, dépasser 21 mm.

Les tuyauteries de l'installation centrale doivent être fixes, rigides et métalliques, à l'exception de celles servant au raccordement des éléments mobiles.

Les tuyauteries flexibles doivent être en matériau résistant à l'acétylène et à son solvant et capables de résister à une pression au moins égale au triple de la pression maximale des récipients pour une température de 50°C. Elles doivent être raccordées par un dispositif métallique étanche et empêchant toute disjonction accidentelle.

23.7. - Les appareils contenant de l'acétylène seul ou en mélange avec d'autres gaz ne doivent comprendre, dans leurs parties en contact avec le gaz, aucune pièce en cuivre ou en alliage à plus de 70 % de cuivre, à moins que cet alliage ne présente pas de danger au contact de l'acétylène.

L'emploi de tout métal non ductile pour les canalisations raccords, vannes et autres organes d'équipement de la centrale est interdit.

23.8. - Les canalisations doivent être repérées au moyen de couleurs normalisées.

23.9. - La surveillance et l'entretien de la centrale doivent être assurés par un préposé responsable ; une consigne écrite doit indiquer le mode de fonctionnement de l'installation, les modalités de l'entretien, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident et la façon de prévenir le préposé responsable.

Cette consigne doit être affichée en permanence de façon apparente et inaltérable.

23.10. - Tout rejet de purge d'acétylène doit se faire à l'air libre et, dans tous les cas, en un lieu et à une hauteur suffisante pour ne présenter aucun risque.

23.11. - La centrale d'acétylène devra satisfaire aux articles 22.10. à 22.12. et 22.13. à 22.15.

ARTICLE 24. - FOURS DE TREMPE

24.1. - Les fours et conduits de fumée sont placés à distance convenable de toutes parties inflammables de constructions et isolés des constructions occupées par des tiers, de manière à éviter tout danger d'incendie et à ne pas incommoder les voisins par la chaleur.

24.2. - Si la trempe est faite avec des bains de substances combustibles ou inflammables, le bac de trempe doit pouvoir être rapidement clos de façon assez hermétique en cas d'inflammation.

24.3. - Des dispositions sont prises pour empêcher que le voisinage ne soit incommodé par les émanations des bains de trempe.

ARTICLE 25. - STOCKAGE DE MOUSSE - CHANTIER O.P.C.E.

25.1. - Les éléments de construction du bâtiment du dépôt présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- matériaux incombustibles ;
- parois coupe-feu de degré 2 heures ;
- plancher haut coupe-feu de degré 2 heures ;
- portes coupe-feu de degré 1 heure.

S'il est à moins de 50 mètres des locaux habités, il est parfaitement clos à l'exception des baies d'aération ; dans le cas contraire, il est entouré d'une clôture interdisant l'accès du dépôt aux personnes étrangères à l'entreprise.

25.2. - En dehors des heures de travail, les portes du dépôt (ou de la clôture) sont fermées à clef et les clefs sont conservées par un préposé responsable.

25.3. - Le dépôt n'est pas surmonté de locaux occupés par des tiers, ni de locaux habités.

25.4. - Le local du dépôt ne renferme aucun appareil de chauffage à feu nu. Il est interdit d'y fumer ; cette interdiction est affichée à l'entrée du dépôt.

25.5. - On ménage, dans la toiture, des cheminées d'aération de large section, devant servir d'exutoires pour l'évacuation des fumées ou des gaz de combustion en cas d'incendie.

25.6. - Il est interdit d'entreposer dans le dépôt d'autres matières combustibles à moins de deux mètres des tas de mousses.

25.7. - Le dépôt ne pourra être éclairé qu'au moyen de lampes électriques fixes. Les conducteurs électriques sont convenablement isolés, de façon à éviter les courts-circuits.

ARTICLE 26. - ATELIER DE CHARGE D'ACCUMULATEURS

26.1. - L'atelier est construit en matériaux incombustibles, couvert d'une toiture légère et non surmonté d'étage. Il ne commande aucun dégagement. La porte d'accès s'ouvre en dehors et est normalement fermée.

26.2. - L'atelier est convenablement clos sur le voisinage, de manière à éviter la diffusion de bruits gênants.

26.3. - L'atelier est très largement ventilé par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant dans le local. Il ne peut donc être installé dans un sous-sol.

26.4. - La ventilation se fait de façon que le voisinage ne soit pas gêné ou incommodé par les émanations.

26.5. - L'atelier ne doit avoir aucune autre affectation. En particulier, il est interdit d'y installer un dépôt de matières combustibles ou d'y effectuer l'empâtage des plaques.

26.6. - Le sol de l'atelier est imperméable et présente une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation. Les murs sont recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre au moins à partir du sol.

26.7. - Le chauffage du local ne peut se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150°C.

La chaudière est dans un local extérieur à l'atelier ; si ce local est contigu à l'atelier, il en est séparé par une cloison pleine, incombustible et coupe-feu de degré deux heures, sans baie de communication.

Tout autre procédé de chauffage peut être admis dans chaque cas particulier s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

26.8. - L'éclairage artificiel se fait par lampes extérieures sous verre dormant ou, à l'intérieur, par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes dites "baladeuses".

Les conducteurs sont établis suivant les normes en vigueur et de façon à éviter tout court-circuit.

L'installation électrique est entretenue en bon état. Elle est périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Les commutateurs, les coupe-circuits, les fusibles, sont placés à l'extérieur, à moins qu'ils ne soient d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles, tels que "appareillage étanche aux gaz, appareillages à contacts baignant dans l'huile", etc... dans ce cas, une justification que ces appareils ont été installés et maintenus conformément à un tel type peut être demandée par l'inspecteur à l'exploitant. Celui-ci doit faire établir cette attestation par la société qui lui fournit le courant ou par tout organisme officiellement qualifié.

26.9. - Il est interdit de pénétrer dans l'atelier avec une flamme ou d'y fumer. Cette interdiction est affichée en caractère très apparents dans le local et sur les portes d'entrée, avec l'indication qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale.

ARTICLE 27. - CHANTIER POLYESTER

Il est implanté dans le bâtiment n° 39. Il présente les caractéristiques suivantes :

- parois en briques (coupe-feu 2 heures) ;
- toiture incombustible ;
- sol béton.

Sont prises les dispositions suivantes :

- installations placées sous ventilation ;
 - éclairage et matériel électrique anti-déflagrant ;
 - détecteur de styrène avec alarme ;
 - stockage des résines dans un local ventilé, à une température régulée ;
 - stockage du catalyseur dans un local ventilé, à température régulée (le stockage d'accélérateur y est interdit ; de même, le stockage du catalyseur est interdit dans le local général d'entreposage des produits) ;
- En cas de dépassement de la température maximale fixée pour les zones de stockage, une alarme se déclenche ;
- stockage de la résine accélérée (résine + accélérateur) dans un coffre ventilé (consommation hebdomadaire soit environ 100 litres).

**TITRE VIII : DISPOSITIONS
GENERALES**

ARTICLE 28. - DISPOSITIONS APPLICABLES

28.1. - Textes abrogés

Sont abrogés les textes suivants :

- arrêté préfectoral n° 1499 SR/DM du 9 octobre 1975 relatif à une installation de dégraissage de réducteurs de locomotives ;
- arrêté préfectoral n° 3.15.990 AD/DM du 3 mai 1976 autorisant un dépôt d'acétylène ;
- arrêté préfectoral n° 2.670 SR/DM du 3 mai 1976 autorisant des installations de combustion ;
- arrêté préfectoral 3.16.180 SR/DM du 18 octobre 1976 autorisant un dépôt de fioul lourd ;
- arrêté préfectoral 3.16.228 SR/DM du 10 novembre 1976 autorisant un dépôt d'acétylène ;
- récépissé de déclaration D.78.252 RS/DH du 16 juin 1978 relatif à un dépôt d'acétylène ;
- récépissé de déclaration D.78.311 AL/DH du 12 juillet 1978 relatif à un atelier d'entretien de véhicules automobiles ;
- récépissé de déclaration D.78.314 AL/DH du 12 juillet 1978 relatif à un atelier d'application à froid de peinture ;
- arrêté A 79.9 AL/DH du 29 février 1980 autorisant l'emploi de matières abrasives et des cabines de peinture ;
- récépissé de déclaration D.94.28 JmC/LV du 9 février 1994 relatif à un atelier d'emploi de matières plastiques.

28.2. - Rappel des échéances

ARTICLE	ACTION	DELAI
5.2.	séparation des effluents	31 décembre 1999
5.5.	mise en place des limiteurs de débit	31 décembre 1999
7.5.	fourniture du bilan réactualisé des rejets d'eaux	six mois à compter du remplacement des machines MABOR 1 et 2
8.3.3.	fourniture de la convention SNCF/CUDL pour les rejets d'eaux	6 mois après notification de l'arrêté

28.3. - Modifications

Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée à la connaissance :

- du Préfet ;
- des Services d'Incendie et de Secours ;
- du SIRACED-PC (59) ;
- de l'Inspection des Installations Classées.

dès lors que cette modification est de nature à entraîner un changement notable du dossier de demande d'autorisation ou des hypothèses ayant servi à l'élaboration de l'étude des dangers, ce qui peut conduire au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

28.4. - Délais de prescriptions

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives sauf cas de force majeure.

28.5. - Cessation d'activités

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi N° 76-663 du 19 Juillet 1976.

Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

- 1°) l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,
- 2°) la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- 3°) l'insertion du site de l'installation dans son environnement,
- 4°) en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

28.6. - Hygiène et sécurité

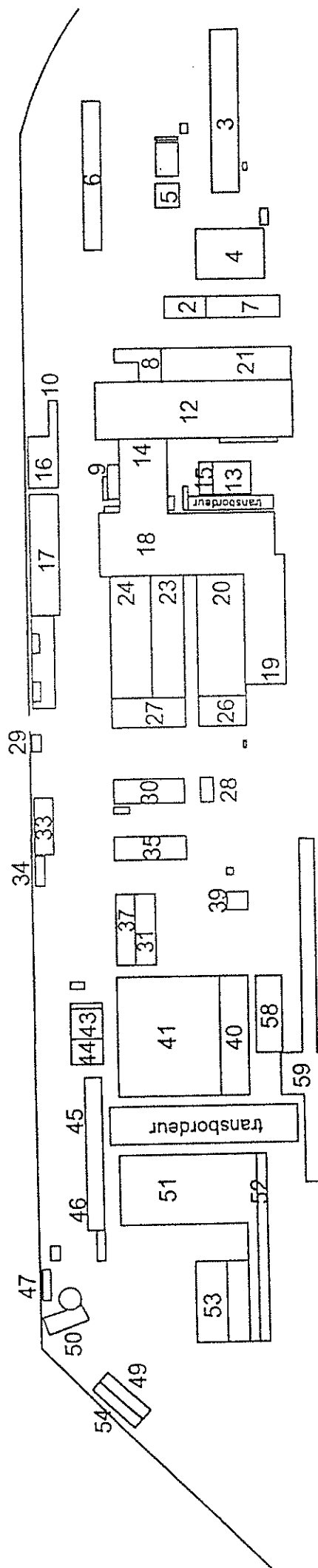
L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

ANNEXE 1

NUMEROTATION DES BATIMENTS

S N C F E.I.M.M. d'HELLEMMES

Numérotation des batiments



ANNEXE 2

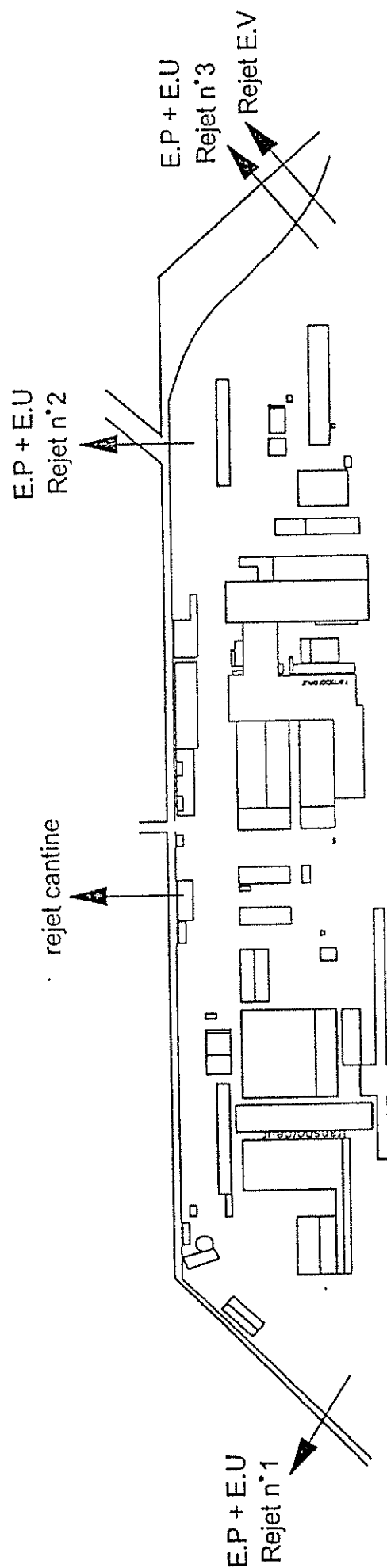
REJETS D'EFFLUENTS AQUEUX

☞ implantation

☞ sources de pollution

S N C F
E.I.M.M. d'HELLEMMES

Implantation des points de rejets d'eaux au réseau CUDL



E.P. = eaux pluviales
E.U. = eaux usées industrielles
E.V. = eaux vannes

SOURCES DE POLLUTION AQUEUSE
(localisation des points de rejet : voir schéma ci-avant)

INSTALLATION	VOLUME/DEBIT DE REJET	FREQUENCE DE REJET	POLLUTION BRUTE (Outils*)	TRAITEMENTS / REJET DIRECT	POINT DE REJET
Chantier métallisation			Particules métalliques	Dépoussiéreur par voie humide	1
Inspection des radiateurs	800 l	périodique	Traces de produits lessivés	Rejet direct	1
Machines à laver le linge			Produits lessivés	Rejet direct	1
Chaudière centrale	50 m3	1 à 2 fois par an	Filmogène permosect TOP 4 anticorrosion PERMOCENTRAL S (NaOH)	Rejet direct	1
Essais sanitaires O.P.C.E.			Néant : essais en eau propre	Rejet direct	1
Ridanges sanitaires O.P.C.E.			Matières en suspension, Pollution organique et azotée	Rejet direct	1
MABOR 1 (*)	20 à 30 m3	maxi 1 fois/15 j	Matières en suspension, hydrocarbures, métaux	Station de pré-traitement (décantation - déshuilage)	1
MABOR 2 (*)	20 à 30 m3	maxi 1 fois/15 j	Matières en suspension, hydrocarbures, métaux	Station de pré-traitement (décantation - déshuilage)	3
Machine à laver les roulements			Produits lessivés hydrocarbures	Filtre + séparateur à graisse	2
Machine à laver les moteurs			Produits lessivés hydrocarbures	Séparateur SEPA REPUR Boues --> station de la MABOR 1	1
Local lavage motrice/caisses			Produits lessivés hydrocarbures Matières en suspension	Décanteur PASSAVANT Boues --> station de la MABOR 1	1
Voie lavage n°5			Produits lessivés hydrocarbures Matières en suspension	Décantation - déshuilage	1
Local lavage petites pièces			Produits lessivés hydrocarbures	Décantation - déshuilage	1
Machine à laver les pantographes			Produits lessivés Matières en suspension	Décantation - déshuilage	1
Cabine lavage réducteurs		2 fois/an	Hydrocarbures	Séparateur SEPA REPUR Eau --> station de la MABOR 2	
Installation lavage caisse (Réalisation 1996)			Produits lessivés Matières en suspension	Décantation - déshuilage	1
Poste de lavage O.P.C.E.			Produits lessivés	Rejet direct	1

(*) Volume variable en fonction du contenu des bains et des boues provenant
d'autres installations

ANNEXE 3

PARC DES GENERATEURS

(article 12.4.1.)

TYPE	CARACTERISTIQUES	PUISSANCE (kW)
Chaudières Centrale de Chauffage	<p>Chaudières DE DIETRICH :</p> <ul style="list-style-type: none"> * GT 825 E * GT 820 E * existante <p>(la chaudière de 907 kW ne fonctionne qu'en été lorsque les GT 825 E et 820 E sont à l'arrêt)</p>	<p>3 x 1 450 1 160 907</p>
Chaudières de chauffage	<p>sellerie vestiaires peinture bâtiment 45 vestiaires caisses cabinet médical bureaux magasin MM vestiaires et sanitaires bâtiment 17 bureaux bâtiment 17 vestiaires douche essieux bureaux essieux ateliers peinture production de vapeur bureaux entretien vestiaires cour centrale bureaux 1er étage travée A</p>	<p>261 232 131 94 209 232 65 40 70 120 2 x 696 928 45 104 40</p>

TYPE	CARACTERISTIQUES	PUISSANCE (kW)
Générateurs à air chaud A.V.M. (appareils à ventilation modulée)	<ul style="list-style-type: none"> atelier peinture vestiaires caisses atelier roues atelier réglage bâtiment 17 bâtiment levage bâtiment 7 chantier TEROTEX bâtiment 12 menuiserie peinture pièces détachées levage caisses petit appareillage métallisation réducteur compresseurs, Pantos montage travée A montage travée B bâtiment 11 peinture 	<ul style="list-style-type: none"> 2 x 986 197 2 x 580 + 406 + 50 696 2 x 120 + 600 250 350 250 592 789 592 4 x 789 592 592 592 592 197 + 4 x 592 348 + 522 + 696 394 348
autres générateurs	<ul style="list-style-type: none"> cabine peinture essieux cabine peinture bâtiment 58 laveuse MABOR 1 laveuse MABOR 2 enceinte de préchauffage des roues (bâtiment 3) étuves bâtiments 41 et 51 installation de préchauffage d'air (bâtiment 40) 	<ul style="list-style-type: none"> 705 2 x 500 2 560 2 560 70 430 2 x 460
TOTAL.....		37 166

28. 7 - Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée)

La présente décision ne peut être déférée qu'à un Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de 4 ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 29. - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Messieurs les Maires d'HELLEMMES, LOMME, LA MADELEINE, VILLENEUVE D'ASCQ, MONS-en-BAROEUL, RONCHIN, FACHES-THUMESNIL, LESQUIN et LEZENNES

- Monsieur l'Ingénieur en Chef des Mines, Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement

- Messieurs les chefs des services consultés lors de l'instruction de la demande ou concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie d'HELLEMMES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Maire ;

- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation ;


- un avis sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Fait à LILLE, le 22.6.1988

LE PREFET,
pour le Préfet,
LE SECRETAIRE GENERAL,

Bruno RAIFAUD.

pour ampliation,
LE CHEF DE BUREAU DÉLEGUE,


Régine LARRIEU.